



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
24 octobre 2011

Original: français

Comité des droits de l'homme 103^e session

Compte rendu analytique de la première partie (publique)* de la 2833^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le lundi 17 octobre 2011, à 10 heures

Présidente: M^{me} Majodina

Sommaire

Ouverture de la session

Déclaration de la Responsable par intérim de la Division des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

Adoption de l'ordre du jour

Organisation des travaux et questions diverses, y compris adoption du rapport du Groupe de travail des communications

* Il n'est pas établi de compte rendu analytique pour la deuxième partie (privée) de la séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Ouverture de la session

1. **La Présidente** déclare ouverte la cent troisième session du Comité des droits de l'homme.

Déclaration de la Responsable par intérim de la Division des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

2. **M^{me} Wan-Hea Lee** (Responsable par intérim de la Division des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme) dit qu'à sa dix-huitième session, tenue du 12 au 30 septembre, le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution sur la promotion et la protection de la liberté d'expression sur l'Internet. En application de cette résolution, une table ronde sur cette question, axée plus particulièrement sur les moyens de renforcer la protection, sera organisée à la dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme. L'Observation générale du Comité relative à l'article 19 du Pacte (Liberté d'opinion et liberté d'expression) sera une référence très utile aux fins de cette discussion. Le Conseil a également adopté une résolution dans laquelle il prie le Secrétaire général de continuer de lui soumettre un supplément annuel à son rapport quinquennal sur la peine capitale en accordant une attention particulière aux cas où cette peine est appliquée à des personnes âgées de moins de 18 ans au moment de l'infraction, des femmes enceintes ou des personnes atteintes de déficiences mentales ou intellectuelles.

3. Le troisième atelier régional sur l'interdiction de l'incitation à la haine nationale, raciale ou religieuse s'est déroulé à Bangkok les 6 et 7 juillet 2011. De nombreux experts y ont indiqué que le faible taux de ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans la région de l'Asie et du Pacifique était un obstacle majeur. Ils ont également souligné que les lois contre le blasphème appliquées dans un certain nombre de pays de la région portaient atteinte aux droits fondamentaux des minorités religieuses et étaient préjudiciables à la cohésion de ces communautés et à leurs relations avec les autres communautés religieuses. Le dernier atelier régional a eu lieu les 12 et 13 octobre à Santiago.

4. Le processus de renforcement du système des organes conventionnels se poursuit. Après les premières consultations tenues à Dublin en novembre 2009, d'autres ont suivi à Marrakech et à Poznań en 2010 et à Séoul, Sion et Pretoria en 2011. Des consultations portant spécifiquement sur les procédures d'examen des communications émanant de particuliers auront lieu à Genève le 29 octobre. Une réunion de synthèse se tiendra à Dublin en novembre, et la Haut-Commissaire présentera ses propositions début 2012. La présente session est donc pour le Comité la dernière occasion de réfléchir aux éventuelles contributions qu'il souhaiterait encore faire au processus de renforcement du système des organes conventionnels.

5. Le Comité a joué un rôle décisif dans ce processus. Sa rencontre avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, inscrite au programme de la session en cours, est à cet égard une excellente initiative qui ne peut qu'être utile aux deux organes, tant pour ce qui est de leurs travaux sur des questions de fond afférentes à l'égalité des sexes qu'en ce qui concerne leurs méthodes de travail. Il est intéressant de noter que le Comité va poursuivre la discussion engagée à sa précédente session sur l'amélioration de sa collaboration avec les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales (ONG) et que, suivant la pratique déjà en vigueur dans d'autres organes conventionnels, il a alloué du temps officiel de réunion à la rencontre de représentants de ces acteurs.

6. Le Comité connaît les contraintes budgétaires auxquelles est soumis le Haut-Commissariat et les difficultés qui en résultent pour l'organisation des sessions des organes conventionnels. Des estimations détaillées des ressources nécessaires pour la préparation de la documentation destinée aux organes conventionnels – dont les membres trouveront des copies dans leur dossier – ont été examinées lors de la consultation avec les États parties organisée à Sion en mai 2011. Elles ont été établies à la demande des États parties, qui sont de plus en plus nombreux à comprendre que si l'on ne trouve pas de solution globale, les demandes ponctuelles de ressources et de temps de réunion supplémentaires de la part des organes conventionnels deviendront systématiques. Une solution possible, proposée par le Secrétaire général dans son rapport de 2011 à l'Assemblée générale sur les mesures visant à améliorer encore l'efficacité, l'harmonisation et la réforme des organes de surveillance de l'application des traités, consisterait à mettre en place un système d'examen périodique des ressources nécessaires aux organes conventionnels.

7. Certains membres du Comité ont adressé au Haut-Commissariat des questions spécifiques concernant la situation budgétaire. M. Kyle Ward, Chef des Services de gestion et d'appui aux programmes, y répondra au cours de la séance. Ces informations seront utiles au Comité pour sa sixième réunion avec les États parties.

8. La démission de M^{me} Keller et de M. El Haiba, qui a pris effet le 30 septembre 2011, a laissé deux postes vacants au Comité. Le 3 octobre, le Secrétaire général a invité les États parties à présenter des candidats en vue des élections qui se dérouleront à New York le 16 janvier 2012. Les deux postes devraient être pourvus avant la prochaine session du Comité.

9. Les efforts consentis par les organes conventionnels pour mettre en œuvre la politique adoptée par l'ONU en vue de réduire son empreinte sur l'environnement («UN Greening policy») méritent d'être salués. L'incorporation d'un lien vers la Section des requêtes sur la page Extranet créée avant la précédente session est également une innovation bienvenue. Le Haut-Commissariat proposera au cours de la session d'autres mesures visant à rationaliser l'usage de la documentation qui ont déjà donné de très bons résultats dans d'autres organes conventionnels.

10. À la session en cours, le Comité examinera 4 rapports d'États parties et 1 situation en l'absence de rapport, 20 communications présentées en vertu du Protocole facultatif ainsi que les rapports sur le suivi des observations finales et des constatations. Il adoptera en outre pour la première fois des listes de points établies préalablement à la soumission des rapports de cinq États parties, ainsi que cinq listes de points à traiter établies conformément à la procédure ordinaire. M^{me} Wan-Hea Lee adresse au Comité ses vœux de plein succès pour les travaux à venir et invite les membres à formuler des observations ou à poser des questions.

11. **M. Salvioli** dit qu'il prend toute la mesure des contraintes budgétaires auxquelles est soumis le Haut-Commissariat. Il estime toutefois que la limitation du nombre de mots des décisions du Comité concernant les communications risque de nuire à l'efficacité des travaux du Comité et d'empêcher celui-ci de rédiger ce que les États parties et les victimes sont en droit d'attendre de lui, c'est-à-dire des décisions dûment motivées. Il est inconcevable que les délibérations du Comité se trouvent limitées par l'obligation de respecter un nombre de mots déterminé et le Comité ne saurait par conséquent se soumettre à la nouvelle règle imposée dans ce domaine.

12. **M. Thelin** rappelle que la responsabilité de mettre à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels nécessaires à l'exécution de ses fonctions, qui incombe au Secrétaire général en vertu de l'article 36 du Pacte, est dans les faits assumée par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, qui décide donc en interne de la répartition des ressources qui lui sont allouées. M. Thelin ne met nullement en doute les efforts déployés

par le Haut-Commissariat pour assurer au Comité un service de qualité, mais étant donné que le secrétariat des organes conventionnels n'est pas la seule activité du Haut-Commissariat, il voudrait avoir l'assurance que le Comité n'est pas indûment privé de ressources dont il a besoin parce que d'autres activités du Haut-Commissariat, comme les missions sur le terrain, sont jugées prioritaires.

13. **M^{me} Wan-Hea Lee** (Responsable par intérim de la Division des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme) dit que les restrictions budgétaires ne se répercutent pas seulement sur les organes conventionnels, mais sur le fonctionnement du Haut-Commissariat dans son ensemble. Certains aspects du secrétariat des organes conventionnels ne sont pas gérés par le Haut-Commissariat et dépendent d'autres services qui ont souvent leurs propres contraintes et ne peuvent pas toujours répondre aux attentes des différents organes. La documentation par exemple relève du budget des services de conférence de l'ONU, qui sont soumis à d'importantes contraintes en termes de ressources et ont pour cette raison établi les nouvelles règles visant à limiter la longueur de certaines catégories de documents. Avec ces services comme avec tous ceux qui interviennent dans le secrétariat des organes conventionnels, le Haut-Commissariat s'efforce en permanence de trouver des solutions pour que les mesures d'économie affectent le moins possible le déroulement des travaux des organes conventionnels, mais ces efforts ne permettent pas toujours de parvenir à un compromis satisfaisant. Le Haut-Commissariat a donc besoin que les organes conventionnels lui fassent connaître leurs vues sur ces questions pour pouvoir les relayer auprès des services concernés.

14. **La Présidente** remercie M^{me} Wan-Hae Lee pour ses observations et propose de suspendre la discussion sur ces questions jusqu'à ce que M. Ward, qui a été retenu, soit arrivé.

15. *Il en est ainsi décidé.*

Adoption de l'ordre du jour (CCPR/C/103/1)

16. *L'ordre du jour est adopté.*

Organisation des travaux et questions diverses, y compris adoption du rapport du Groupe de travail des communications

17. **La Présidente** invite M. Bouzid, Président du Groupe de travail des communications, à présenter son rapport.

18. **M. Bouzid** dit que le Groupe de travail des communications s'est réuni du 10 au 14 octobre 2011. Composé de 8 membres, il a examiné 20 projets, dont 6 ont abouti à une décision de recevabilité et 13 ont donné lieu à un examen au fond; l'examen d'un projet a été reporté à la session suivante en raison de la complexité du cas et parce que le texte n'était pas disponible dans toutes les langues de travail. Le Groupe de travail a également examiné la nouvelle règle qui exige que les décisions concernant les communications n'excèdent pas 10 700 mots et qui l'oblige à signaler à l'avance toute prévision de dépassement. Il a estimé que cette règle était inacceptable. Il a également discuté d'autres questions afférentes aux méthodes de travail qu'il souhaiterait soumettre au Comité pour examen en séance plénière.

La séance est suspendue à 10 h 30; elle est reprise à 10 h 50.

19. **La Présidente** rappelle qu'à la précédente session, le Comité avait souhaité qu'une réunion d'information sur les questions budgétaires soit organisée avec un représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Elle invite M. Ward, Chef des Services de gestion et d'appui aux programmes du Haut-Commissariat, à prendre la parole.

20. **M. Ward** (Services de gestion et d'appui aux programmes, Haut-Commissariat) dit qu'il n'est un secret pour personne que l'ONU traverse actuellement une période de restrictions budgétaires généralisées liées aux graves contraintes financières qui pèsent sur la plupart des principaux États Membres contributeurs. Il s'ensuit que l'Organisation subit d'importantes pressions tendant non seulement à ce qu'elle n'augmente pas ses dépenses, mais également à ce qu'elle les réduise. Les droits de l'homme constituent néanmoins un domaine un peu à part; les membres du Comité se souviendront par exemple qu'en 2005, l'Assemblée générale avait doublé le budget de fonctionnement du Haut-Commissariat, les États Membres prenant enfin conscience de l'importance des droits de l'homme, troisième domaine d'activité de l'ONU. Cela étant, avec moins de 3 % du budget total de l'ONU, le budget alloué aux droits de l'homme reste très inférieur à celui des deux autres domaines d'activité que sont la paix et la sécurité d'une part, et le développement d'autre part.

21. Quoi qu'il en soit, les propositions budgétaires du Haut-Commissariat sont toujours fondées sur les besoins réels, notamment en ce qui concerne les crédits alloués au remboursement des frais de voyage des experts, qu'il est relativement aisé d'évaluer. Si, à cet égard, les membres du Comité ont rencontré quelques difficultés, c'est que ces propositions ne sont pas systématiquement approuvées par le Bureau du Contrôleur ou par les États Membres à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale (questions administratives et budgétaires). Ainsi, pour des raisons qui échappent à l'orateur, le Bureau du Contrôleur et l'Assemblée générale ont décidé de diminuer les crédits alloués au remboursement des frais de voyage pour l'exercice 2010-2011, ce qui a contraint le secrétariat à demander des fonds supplémentaires à deux reprises pour pouvoir procéder au remboursement. M. Ward convient qu'une telle situation n'est pas satisfaisante et indique que la question a été soulevée auprès des autorités compétentes.

22. Les membres du Comité savent certainement que peu de temps avant que les propositions budgétaires pour l'exercice biennal à venir ne soient soumises, le Secrétaire général a demandé à chaque département du Secrétariat de réduire le montant demandé de 3 % afin qu'il soit tenu compte de la situation financière des États Membres et pour montrer que l'ONU ne ménageait aucun effort pour «faire plus avec moins». Le budget que le Haut-Commissariat a proposé pour l'exercice 2012-2013 représente toutefois une hausse, qui est justifiée par les incidences financières des résolutions adoptées par le Conseil des droits de l'homme et l'Assemblée générale et par l'adoption de nouveaux instruments comme la Convention internationale sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) a approuvé cette proposition, à l'exception d'une ligne concernant les voyages du personnel. Il faut savoir que pour le seul Comité des droits de l'homme, le budget proposé est en hausse de 23 % par rapport à l'exercice biennal en cours. Défendre cette proposition devant la Cinquième Commission ne sera pas une mince affaire, d'autant que les États-Unis d'Amérique ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils examineraient de près et sous un angle critique toutes les lignes budgétaires, mais l'on peut raisonnablement espérer qu'elle sera adoptée car elle repose sur des arguments solides et elle a déjà été approuvée par le CCQAB.

23. **M. Thelin** voudrait savoir comment les crédits budgétaires alloués au Comité sont répartis entre le personnel du Haut-Commissariat et les membres du Comité eux-mêmes. Pour mieux prendre la mesure de la situation actuelle, il serait également utile d'avoir des données chiffrées sur l'évolution du budget alloué au Comité depuis le début de ses activités, c'est-à-dire avant la création du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en 1994. On constaterait certainement une baisse constante, ce qui serait un argument de poids en faveur de la hausse préconisée pour l'exercice biennal à venir. M. Ward pourrait également indiquer quels organes de l'ONU sont chargés de défendre les intérêts du Comité des droits de l'homme et des autres organes conventionnels devant la Cinquième Commission. À cet égard, il serait utile de savoir si des représentants de la

Troisième Commission (questions sociales, humanitaires et culturelles), qui s'occupe de questions relatives aux droits de l'homme, agissent dans ce sens. Enfin, M. Thelin tient à dire qu'il lui semble invraisemblable que le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences ait demandé au Comité des droits de l'homme de ne pas dépasser un certain nombre de mots dans ses décisions sur les communications individuelles dont il est saisi.

24. **M. Lallah** remercie M. Ward pour ses explications. Il souhaite toutefois comprendre comment certaines décisions sont prises, notamment celle de limiter la longueur des documents du Comité. A-t-on jamais entendu parler d'une administration qui imposerait aux magistrats de rendre des jugements ne dépassant pas un certain nombre de mots? Les travaux du Comité ont ceci de particulier par rapport à ceux d'autres organes du système de protection des droits de l'homme qu'ils sont extrêmement spécialisés et intéressent une large audience. Les décisions du Comité s'adressent aussi bien aux États parties qu'aux victimes de violations des droits protégés par le Pacte ou qu'aux personnes dont la communication a été déclarée irrecevable. La communauté mondiale, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, a un devoir envers eux. Il est donc légitime de chercher à savoir à qui le Comité devrait s'adresser pour s'assurer qu'il disposera des moyens nécessaires à l'exécution de ses obligations fondamentales.

25. **M. Salvioli** relève que personne n'a évoqué les effets néfastes que ces coupes budgétaires auront sur la qualité des travaux du Comité. Nul ne conteste que le Comité doive consentir certains efforts; toutefois, s'il ne dispose pas des ressources nécessaires, ses travaux s'en ressentiront. Par exemple, il doit pouvoir comprendre les réponses à la liste des points à traiter, faute de quoi le dialogue avec les États parties sera vain et les observations finales demeureront imprécises. Plutôt que de débattre d'économies de bouts de chandelles, mieux vaudrait se concentrer sur l'essentiel: donner au Comité les moyens nécessaires pour qu'il puisse offrir aux États parties, aux victimes de violations des droits de l'homme et à la communauté internationale dans son ensemble le travail de qualité qu'ils sont en droit d'attendre de lui.

26. **M. Neuman** dit que le Comité ne tient pas à rédiger des documents plus longs, mais qu'il doit pouvoir le faire lorsque les circonstances l'exigent sans avoir à demander une autorisation. Paradoxalement, il est plus coûteux de produire des documents concis, car de nombreuses révisions sont nécessaires pour s'en tenir au nombre de mots fixé.

27. **M. Flinterman** souhaite savoir si la hausse de 23 % du budget proposé pour le Comité des droits de l'homme pour l'exercice 2012-2013 est exceptionnelle, ou si une augmentation comparable a également été demandée pour les autres organes conventionnels. Il demande quel est le risque qu'au moment de l'approbation finale du budget par la Cinquième Commission les États Membres s'intéressent à des postes spécifiques tels que celui-ci. Il espère que les États Membres continueront à reconnaître l'importance des travaux des organes conventionnels et alloueront à ceux-ci un budget suffisant. À cet égard, les ONG devraient faire pression sur les gouvernements pour qu'ils s'acquittent de leurs engagements en matière de droits de l'homme, non seulement dans le cadre des organes conventionnels, mais également dans celui des organes budgétaires.

28. **M. Rivas Posada** est préoccupé par le fait que des exigences déraisonnables puissent être imposées au Comité, notamment en ce qui concerne la longueur de documents tels que les communications qu'il est tenu d'examiner en vertu du Protocole facultatif. Cela revient quasiment à lui demander de manquer à ses obligations. La question a été débattue au sein du Groupe de travail des communications, qui s'est retrouvé contraint de scinder le texte d'une décision en deux documents, ce qui est aberrant. Cette situation risque de créer des conflits d'intérêts avec d'autres entités telles que les services administratifs ou les services de conférence. Le Haut-Commissariat doit tout mettre en œuvre pour y remédier,

car ce ne sont pas seulement les travaux du Comité des droits de l'homme qui vont en souffrir, mais ceux de l'ensemble du système.

29. **M. Ward** (Services de gestion et d'appui aux programmes, Haut-Commissariat) rappelle que l'Organisation des Nations Unies, ce sont les États Membres qui la constituent. La plupart des grandes commissions de l'Organisation, telles que la Troisième Commission et la Cinquième Commission, sont composées de représentants des États Membres. Le Haut-Commissariat ne fait que les aider à mettre en œuvre leurs décisions. Il soumet des propositions à la Troisième Commission, qui prend des décisions, puis il élabore les demandes de crédit voulues et les présente à la Cinquième Commission, qui décide de l'allocation des ressources. Il ne fixe pas les priorités. Il est tenu de s'acquitter de tous les mandats qui lui sont confiés par l'Assemblée générale sans aucune discrimination. Amené à absorber une charge de travail sans cesse croissante dans le cadre des ressources dont il dispose, il fait de son mieux pour s'acquitter de ses fonctions, tout en continuant à signaler les difficultés rencontrées.

30. Le Haut-Commissariat représente le système des organes conventionnels, mais ce sont les États Membres qui ont le pouvoir de décision. C'est donc à eux qu'il faut s'adresser pour promouvoir les travaux du Comité et des autres organes conventionnels. Malheureusement, il existe un manque de communication entre les représentants des États Membres siégeant dans les différents organes. Si les membres de la Troisième Commission connaissent généralement bien les travaux des organes conventionnels et les appuient, leurs homologues de la Cinquième Commission ont un point de vue différent, et c'est donc auprès d'eux qu'il faudrait agir.

31. Les limites imposées en termes de nombre de mots aux documents rédigés par les organes conventionnels ont été décidées par le Comité des conférences de l'Assemblée générale en raison de l'accroissement de la charge de travail pesant sur le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (DGCAM), lui-même lié à l'augmentation du nombre d'organes conventionnels, du nombre des pays signataires des différents instruments internationaux et du nombre de rapports soumis par les États parties – charge de travail accrue qui doit être assumée sans ressources supplémentaires. Il convient donc une fois de plus d'essayer d'obtenir des États Membres le soutien nécessaire. Or il est ressorti des consultations techniques informelles pour les États parties sur le renforcement du système des organes conventionnels, organisées à Sion (Suisse) en mai 2011 par le Haut-Commissariat et les neuf présidents des organes conventionnels, qu'il existe chez les États parties deux manières d'envisager le renforcement du système des organes conventionnels: s'il s'agit pour certains de fournir aux organes conventionnels les ressources dont ils ont besoin pour exécuter leur mandat, qui continue de s'élargir, pour d'autres il convient de rationaliser et de réduire les dépenses. Il importe que les États Membres perçoivent l'absurdité d'une situation dans laquelle ils demandent aux organes conventionnels d'assumer une charge de travail de plus en plus importante tout en refusant de débloquer davantage de ressources. Il faut aussi être conscient du fait qu'un accroissement des ressources ne permettrait pas aux organes conventionnels d'entreprendre de nouvelles activités mais juste d'arriver à faire ce qui est nécessaire.

32. On peut craindre que la Cinquième Commission n'appuie pas toutes les propositions présentées. En effet, le budget est en général passé en revue par grandes catégories de dépenses et il est peu probable que celui alloué aux organes conventionnels soit examiné dans le détail, mais le Haut-Commissariat a préparé une argumentation solide et a reçu l'appui du CCQAB.

33. **M^{me} Wan-Hea Lee** (Responsable par intérim de la Division des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme) cite le document intitulé «Resources in Support of the Human Rights Treaty Body System», qui fait ressortir les grandes lignes de l'appui apporté aux organes conventionnels. Un deuxième document, qui sera

prochainement distribué aux membres du Comité, concerne spécifiquement les services de conférence et traite notamment des limites imposées au nombre de mots dans les documents. Le Haut-Commissariat dispose actuellement pour l'appui aux organes conventionnels de 62 postes de la catégorie des administrateurs, dont environ 54 exclusivement attachés au secrétariat des organes conventionnels, ce qui représente un ratio de moins d'un collaborateur pour trois experts. La plupart de ces collaborateurs sont affectés à un secrétariat en particulier, mais peuvent être amenés, si nécessaire, à travailler pour d'autres organes conventionnels durant leurs sessions. Environ 25 % de ces postes sont financés par des ressources extrabudgétaires. Certains États parties présents aux consultations de Sion s'en sont alarmés, estimant que la totalité devrait être financée par le budget ordinaire, avis que partage la Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

34. Il a été clairement dit, lors des consultations informelles de Sion, que tous les efforts de rationalisation et d'harmonisation devaient aller dans le sens d'un renforcement et non d'un affaiblissement du système des organes conventionnels. Aux États parties qui ont déclaré que les organes conventionnels devaient être plus efficaces, il a été répondu que l'efficacité coûtait cher. Plus le nombre de rapports que les organes conventionnels ont à examiner au cours d'une session est élevé, plus les ressources nécessaires sont importantes, notamment pour la documentation et le personnel d'appui. Toutes les propositions visant la rationalisation et l'harmonisation des travaux des organes conventionnels, ainsi que l'amélioration de leur efficacité, doivent aller dans le sens de l'optimisation des retombées que les travaux de ces organes doivent avoir au niveau national pour les victimes et pour tous les titulaires de droits. Le Haut-Commissariat souhaiterait poursuivre cette discussion avec les experts des organes conventionnels en vue d'aboutir à un début de consensus sur cette question avant la fin de l'année.

35. **M. Thelin** répète qu'il serait très utile que le Haut-Commissariat prépare un document montrant l'évolution des ressources allouées au Comité des droits de l'homme depuis sa création, compte tenu du fait que le nombre d'experts et le nombre et la durée des sessions n'ont jamais varié. Il souhaiterait aussi savoir si la part allouée aux organes conventionnels a augmenté ou diminué depuis 1994 par rapport à celle allouée aux autres activités du Haut-Commissariat.

36. **M. Fathalla** propose de soumettre à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale un document d'une ou deux pages au maximum qui récapitulerait les questions soulevées par les membres du Comité des droits de l'homme à propos des effets négatifs des réductions budgétaires ou de la non-augmentation du budget sur les travaux du Comité.

37. **M^{me} Wan-Hea Lee** (Responsable par intérim de la Division des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme) dit que le Haut-Commissariat fera de son mieux pour rechercher les informations demandées. Il ne les obtiendra peut-être pas toutes, étant donné que certaines sont assez anciennes. De plus, il est toujours difficile de réunir des informations qui soient comparables, chaque comité s'occupant d'un nombre différent d'États parties. Il conviendra d'en tenir compte au moment d'interpréter les renseignements fournis.

La première partie (publique) de la séance prend fin à midi.